

En s'inspirant du modèle de la mission Apollo « Man on the Moon » lancée par le Président Kennedy en 1961, le Commissaire à la recherche Carlos Moedas a proposé l'an passé que certaines activités du futur programme-cadre de recherche et d'innovation (R&I) pour la période 2021-2027 (connu sous l'appellation de FP9) soient structurées autour de grandes missions centrées sur des objectifs clairement identifiés et d'intérêt général. Au moment où un consensus semble se dégager pour maintenir voire même accroître la part de la recherche dans le budget européen, une orientation plus marquée de la recherche européenne vers la solution de problèmes concrets ne peut en effet que contribuer à améliorer la visibilité pour les citoyens de l'effort qui serait consenti.

## I. Le concept

Le concept de « *moonshot* » missions avait été formellement introduit par le rapport Lamy<sup>1</sup> de juillet 2017 dont l'objet était d'élaborer une vision et de formuler des recommandations stratégiques pour maximiser l'impact des programmes européens de R&I. Longtemps restés un peu flous, les contours de ces missions se dessinent à présent plus clairement avec la publication le 22 février dernier du rapport<sup>2</sup> rédigé par Mariana Mazzucato<sup>3</sup> à la demande du Commissaire Moedas.

Tout en soulignant que le modèle doit rester suffisamment souple<sup>4</sup>, ce nouveau rapport définit un certain nombre de caractéristiques que doit revêtir une mission. Celle-ci doit être pertinente pour l'ensemble de la société<sup>5</sup>. Elle doit être d'une taille suffisante : plus importante qu'un projet mais moins que les « défis de société » au sens de H2020, l'actuel programme-cadre de R&I. Elle doit aussi contribuer à encourager l'expérimentation et le dialogue entre recherche fondamentale et recherche appliquée.

## II. Les critères de choix

Dans ce cadre général, **le choix des missions devrait être effectué selon cinq critères** :

- Les missions doivent être susceptibles de susciter dans l'ensemble de l'Europe l'adhésion des citoyens qui doivent être convaincus qu'elles peuvent avoir un impact sur leur vie quotidienne ;

---

<sup>1</sup> LAB – FAB – APP *Investing in the European future we want*, Commission européenne, juillet 2017

<sup>2</sup> *Mission-Oriented Research & Innovation in the European Union. A problem-solving approach to fuel innovation-led growth*, Commission européenne, février 2018 - [LIEN](#)

<sup>3</sup> Mme Marianna Mazzucato est une économiste italo-américaine qui dirige actuellement l'« Institute for Innovation and Public Purpose » à « University College » de Londres.

<sup>4</sup> « *No one size fits all* ».

<sup>5</sup> A cet égard, selon le rapport, les 17 objectifs du développement durable (ODD) à l'horizon 2030 adoptés lors du sommet des Nations Unies de septembre 2015 constituent une référence incontournable

- Les objectifs doivent être clairement définis et mesurables dans un cadre temporel limité mais suffisamment long pour laisser aux interactions le temps de se développer et attirer les investissements ;
- Les objectifs doivent être ambitieux et couvrir l'ensemble de la chaîne de l'innovation mais aussi être réalistes pour attirer des acteurs privés ;
- Les missions doivent être interdisciplinaires et multisectorielles ;
- Plusieurs trajectoires doivent pouvoir être envisagées et expérimentées pour atteindre l'objectif visé.

Si le choix des missions résultera toujours *in fine* d'une décision politique, il importe que les **citoyens y soient associés dès l'origine**, et ceci pour plusieurs raisons. Tout d'abord parce qu'à défaut d'adhésion publique, les missions risquent d'apparaître comme de coûteux exercices technocratiques. Mais aussi et surtout parce que l'innovation peut également venir de la demande et que les interactions entre offre et demande sont essentielles au succès des missions.

### III. La mise en œuvre

Les missions ne doivent pas être gérées comme les « défis de société » ou le Conseil européen de la recherche de H2020<sup>6</sup>, ni même comme le futur Conseil européen de l'innovation. Elles doivent mobiliser des acteurs régionaux et nationaux dans le cadre d'une nouvelle appréhension de l'intervention publique qui s'écarte d'une vision purement libérale en ce sens qu'elle ne se contente pas de remédier aux échecs du marché.

Ceci suppose un **haut degré de flexibilité**. Les budgets doivent pouvoir être modulés en fonction des progrès accomplis évalués régulièrement grâce à la mise en place de jalons, d'indicateurs de performance et d'impact, etc. La possibilité de changer de trajectoire s'il devient clair que l'objectif visé ne peut être atteint doit être reconnue. Une mission n'étant pas un projet mais un portefeuille d'activités, elle doit pouvoir faire appel à des instruments financiers diversifiés.

Plus important peut-être, ce mode de gestion très proactif qui s'inspire des pratiques de la DARPA aux Etats-Unis, de SITRA en Finlande ou de Vinnova en Suède suppose que **la structure de gouvernance dispose en propre d'une réelle expertise scientifique et technique de haut niveau**. Une telle orientation est contraire à l'évolution récente de la Commission européenne qui a eu tendance ces dernières années à se concentrer sur sa tâche de définition des politiques et à se reposer pour l'avis scientifique et l'évaluation des programmes sur des intervenants extérieurs.

---

<sup>6</sup> Où l'accent est mis sur l'évaluation de projets individuels sans réel souci de cohérence entre les projets.

#### IV. Quelques exemples

A titre d'exemple, le rapport présente trois missions qui répondent aux critères de choix établis précédemment, tout en ayant soin de préciser qu'il ne lui revenait de recommander telle ou telle d'entre elles :

- *100 villes « neutres en carbone » d'ici 2030*, c'est-à-dire ayant un bilan neutre en matière d'émissions de gaz à effet de serre.
- *un océan sans plastique* : réduire de 90% les plastiques déversés dans les mers et les océans, et collecter plus de la moitié des plastiques actuellement présents d'ici 2025.
- *réduire de 50% le fardeau de la démence* pour les patients et leurs familles d'ici 2030.

Le rapport Lamy évoquait ces mêmes sujets mais d'une façon plus large et citait trois exemples supplémentaires : produire de l'acier sans carbone d'ici 2030, faire en sorte que 3 patients sur 4 survivent au cancer en 2034, et construire le premier ordinateur quantique en Europe. Il ne s'agit bien sûr que d'exemples et de multiples idées fusent d'ores et déjà ici ou là : lutter contre l'obésité, construire un avion électrique, combattre la résistance antimicrobienne, accroître la durée de vie en bonne santé, éradiquer la fracture numérique, etc. Et il est clair que les propositions ne vont pas manquer de se multiplier au cours des prochains mois.

#### V. Conclusion

Nul doute que ce rapport ne suscite de multiples réactions et pour lancer le débat la Commission vient d'ouvrir une consultation publique sur son contenu. L'introduction d'une orientation par mission suppose en effet une évolution profonde tant de la programmation que de la gestion de la recherche européenne. Comment ces missions vont-elles s'intégrer dans le FP9 qui devra, comme par le passé, abriter les « défis de société », les programmes Marie Sklodowska-Curie, le Conseil européen de la recherche, etc. et réserver en outre une place accrue à la défense et au Conseil européen de l'innovation ? Le défi le plus sérieux reste cependant celui de la gestion qui suppose en pratique la mise sur pied d'une structure nouvelle dont le mode de fonctionnement s'écarterait très sensiblement des habitudes de la Commission et qui devrait faire appel à un personnel nouveau.

Au-delà de ces considérations spécifiques, la démarche, dans son ensemble, s'écarte sensiblement et explicitement des principes libéraux classiques qui limitent l'intervention publique aux échecs du marché. Il s'agit en effet ici de collaborer avec les acteurs économiques pour créer de nouveaux marchés. Faut-il y voir l'amorce d'une politique industrielle européenne renouvelée ? Un nouveau chantier d'importance s'ouvrirait alors !